



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

F DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Septembre 2014



 DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Focus sur l'actualité	4
Chiffres clés	5
Solde d'exécution budgétaire	6
Dépenses	7
Dépenses du budget général par titres et catégories	7
Dépenses du budget général par missions et programmes	8
Recettes	12
Recettes fiscales du budget général	12
Recettes non fiscales du budget général	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	16
Opérations des comptes spéciaux	17
Données patrimoniales	18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	18
Dette financière de l'Etat	19
Notes méthodologiques	20



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -80,50 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin septembre 2014 s'élève à -80,50 Md€ contre -80,93 Md€ à fin septembre 2013 à périmètre constant. Cette faible variation s'explique par la baisse des recettes (-2,19

Md€) compensée par la baisse des dépenses (-1,93 Md€) et par une légère amélioration du solde des comptes spéciaux (+0,69 Md€).

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 220,98 Md€

Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 4,92 Md€ imputables principalement à l'Enseignement scolaire public des premier et second degrés (3,98 Md€) ;

✓ Mission **Défense** : 2,89 Md€ dont 1,87 Md€ pour le programme « Préparation et emploi des forces » ;

✓ Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,84 Md€ dont 2,74 Md€ au titre du programme « Handicap et dépendance » ;

✓ Mission **Sécurités** : 1,51 Md€ partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,77 Md€ et « Gendarmerie nationale » pour 0,70 Md€ ;

✓ Mission **Egalité des territoires, logement et ville** : 1,27 Md€ dont 1,12 Md€ au titre du programme « Aide à l'accès au logement » ;

✓ Mission **Régimes sociaux et de retraite** : 0,95 Md€ dont 0,84 Md€ pour le programme « Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres ».

Les dépenses nettes à fin septembre 2014 s'élèvent à 220,98 Md€ contre 222,90 Md€ à fin septembre 2013 à périmètre constant. Cette évolution résulte essentiellement de la baisse des dépenses de fonctionnement (-2,28 Md€ notamment dus à l'opération exceptionnelle en 2013 d'augmentation

de capital de la Banque européenne d'investissement) et des charges de la dette de l'Etat (-1,76 Md€) mais compensée partiellement par la hausse des dépenses d'opérations financières (+2,18 Md€ notamment dus aux nouvelles dépenses d'investissement d'avenir).

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 163,74 Md€

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*)

TVA : 10,42 Md€ ;

Impôt sur le revenu : 9,95 Md€ (notamment dus à l'encaissement du solde au 15 septembre) ;

Impôt sur les sociétés (hors CSB) : 9,91 Md€ (essentiellement dus à l'encaissement du 3^{ème} acompte au 15 septembre) ;

Autres impôts directs et taxes assimilées : 1,91 Md€ dont 1,25 Md€ au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune et 0,58 Md€ de recettes diverses (dont 0,54 Md€ au titre de la contribution additionnelle à l'IS sur les dividendes distribués) ;

Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôle : 1,66 Md€ ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 1,45 Md€ dont 0,74 Md€ de mutations à titre gratuit par décès ;

Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques : 1,22 Md€ ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -4 Md€.



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 210,44 Md€

Elles s'élevaient à 214,73 Md€ à périmètre constant à fin septembre 2013, soit une baisse de 4,29 Md€. Cet écart s'explique particulièrement par la diminution des recettes nettes d'IS (-11,14 Md€) en raison des effets conjugués de la baisse des recettes

brutes et de la hausse des remboursements et dégrèvements. Néanmoins, les recettes nettes d'IR et de TVA sont en hausse, respectivement de 5,31 Md€ et de 2,21 Md€.

Recettes non fiscales : 8,09 Md€

Les recettes non fiscales à fin septembre 2014 s'élèvent à 8,09 Md€ contre 8,61 Md€ à fin septembre 2013 à périmètre constant. Cet écart résulte de la baisse des dividendes et recettes assimilées (essentiellement des dividendes Banque

de France) en partie compensée par l'augmentation des recettes diverses (notamment l'encaissement en 2014 de prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -57,01 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -57,01 Md€ à fin septembre 2014 contre -60,04 Md€ à fin septembre 2013. Cette variation s'explique par les baisses, par rapport à l'an passé,

des prélèvements au profit de l'Union européenne pour 2,52 Md€ et de ceux au profit des collectivités territoriales pour 0,52 Md€.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -23,26 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 7,73 Md€ et des recettes pour 11,48 Md€ (dont 6,22 Md€ de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises correspondant essentiellement au 2nd

acompte au 15 septembre). Le compte « **Avances aux organismes de sécurité sociale** » affiche 0,96 Md€ de recettes de TVA affectées aux organismes sociaux et 0,91 Md€ de dépenses correspondant au versement d'avances à l'ACOSS.

Au 30 septembre 2014, le solde des comptes spéciaux s'établit à -23,26 Md€ contre -23,95 Md€ en septembre 2013.

Dette financière de l'Etat au 30 septembre : 1 532,86 Md€

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 117,53 Md€) et les BTF (émissions nettes de

16,94 Md€). Le montant des BTAN a diminué de 63,72 Md€ au cours de l'exercice.



☞ Le compte de concours financiers « Prêts à des Etats étrangers »

En application de l'article 24 de la loi organique n°2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF), un compte de concours financiers retrace les prêts consentis par la France à des Etats étrangers.

Le compte de concours financiers « **Prêts à des Etats étrangers** » est composé, en dépenses, de quatre programmes :

- le programme 851 « Prêts à des Etats étrangers, de la Réserve pays émergents, en vue de la réalisation de projets d'infrastructure » : il a pour objet la mise en œuvre d'une aide économique et financière destinée à des projets participants au développement économique des pays émergents. Les projets concernent principalement les secteurs du transport (ferroviaire, métro), de l'environnement (secteur de l'eau) et de l'énergie ;
- le programme 852 « Prêts à des Etats étrangers pour consolidation de dettes » : il contribue à la politique française d'aide au développement, au rétablissement de la stabilité macroéconomique et à la création des conditions de la croissance des pays en développement. Il s'agit de mettre en œuvre des traitements de dettes, en faveur des pays les moins avancés et des pays à revenu intermédiaire, dans le cadre des programmes arrêtés par le club de Paris (groupe de créanciers publics dont le rôle est de trouver des solutions aux difficultés de paiement des nations endettées) ;

- le programme 853 « Prêts à l'Agence française de développement (AFD) en vue de favoriser le développement économique et social dans des Etats étrangers » : ce programme contribue, par le biais du financement de l'AFD, à la mise en œuvre de l'aide économique et financière allouée par la France aux pays en développement. Il comporte une action unique par laquelle l'Etat octroie, à des conditions préférentielles, des prêts à l'AFD (ces prêts constituent la ressource à condition spéciale) ;

- le programme 854 « Prêts à des Etats membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro » : l'objectif de ce programme consiste à assurer la stabilité financière de la zone euro grâce à des prêts bilatéraux consentis par la France. Il a été mobilisé en 2010 dans le cadre des prêts à la Grèce mais il ne devrait pas être mobilisé à l'avenir compte tenu de la mise en place en 2010 du Fonds européen de stabilité financière (FESF) puis du Mécanisme européen de stabilité en 2012. Ces deux organismes sont désormais en charge de soutenir les Etats membres devant faire face à de graves problèmes de financement.

En contrepartie de ces dépenses, les recettes du compte sont constituées par les remboursements en capital des différents prêts accordés.

En loi de finances 2014, les dépenses et les recettes ont respectivement été évaluées à 1,49 Md€ et 0,70 Md€. Au 30 septembre 2014, l'exécution s'élève à 0,36 Md€ en dépenses et 0,33 Md€ en recettes.



	Mois	Cumul à fin septembre		Renvoi Page
	Septembre	2014	2013 retraité 2013 exécuté	
unité : million d'€.				
DONNEES BUDGETAIRES				
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	13 581	-80 498	-80 926 -80 831	6
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	19 407	220 977	222 902 222 769	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	29 933	163 738	165 923 165 885	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)				
- IR	9 948	56 631	51 324 51 324	
- IS *	9 905	22 848	33 985 33 985	
- TVA	10 422	102 364	100 153 100 121	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	3 055	-23 259	-23 947 -23 947	17
DONNEES PATRIMONIALES				
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-1 918	93 539		18
Dettes financières de l'Etat	5 447	1 532 860		19

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	990	991	991
Dépenses de personnel	9 599	90 700	90 537	90 676
Dépenses de fonctionnement	2 168	39 219	41 498	41 270
Charges de la dette de l'Etat	0	26 666	28 424	28 424
Dépenses d'investissement	668	8 657	8 395	8 395
Dépenses d'intervention	6 902	51 337	51 824	51 780
Dépenses d'opérations financières	70	3 409	1 234	1 234
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	19 407	220 977	222 902	222 769
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	33 339	210 442	214 728	214 691
Recettes non fiscales	719	8 092	8 610	8 610
Prélèvements sur recettes	-4 675	-57 008	-60 043	-60 043
Fonds de concours	551	2 212	2 627	2 627
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	29 933	163 738	165 923	165 885
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	34 609	220 746	225 966	225 928
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	10 526	-57 239	-56 979	-56 884
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-286	3 720	3 962	3 962
Solde des comptes de concours financiers	3 459	-27 448	-28 069	-28 069
Solde des comptes de commerce	-139	394	118	118
Solde des comptes d'opérations monétaires	58	-119	-2	-2
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	3 055	-23 259	-23 947	-23 947
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	13 581	-80 498	-80 926	-80 831



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	9 599	90 700	90 537	90 676
Rémunérations d'activité	5 467	51 737	51 609	51 668
Cotisations et contributions sociales	4 081	38 386	38 342	38 422
Prestations sociales et allocations diverses	51	577	586	586
AUTRES TITRES	9 808	130 278	132 365	132 093
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	990	991	991
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	2 168	39 219	41 498	41 270
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 575	18 241	20 555	20 356
Subventions pour charges de service public	593	20 978	20 943	20 913
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	0	26 666	28 424	28 424
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	0	26 666	28 424	28 424
Titre 5 - Dépenses d'investissement	668	8 657	8 395	8 395
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	600	7 688	7 170	7 170
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	69	968	1 225	1 225
Titre 6 - Dépenses d'intervention	6 902	51 337	51 824	51 780
Transferts aux ménages	4 141	21 402	21 739	21 699
Transferts aux entreprises	629	7 939	8 041	8 058
Transferts aux collectivités territoriales	249	4 525	5 956	5 959
Transferts aux autres collectivités	1 882	17 464	16 085	16 061
Appels en garantie	2	7	3	3
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	70	3 409	1 234	1 234
Prêts et avances	0	6	238	238
Dotations en fonds propres	70	3 446	377	377
Dépenses de participations financières	0	-43	618	618
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	19 407	220 977	222 902	222 769



unité : million d'€	Mois de septembre		Cumul à fin septembre 2014		Cumul à fin septembre 2013 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	101	142	2 051	1 933	2 253
Action de la France en Europe et dans le monde	66	72	1 130	1 107	1 421
Diplomatie culturelle et d'influence	16	51	632	544	552
Français à l'étranger et affaires consulaires	19	20	289	282	280
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	210	227	2 093	1 912	1 930
Administration territoriale	142	138	1 287	1 248	1 260
Vie politique, culturelle et associative	23	20	165	160	146
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	45	69	641	504	525
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	278	413	2 427	2 364	2 614
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires	167	301	1 212	1 249	1 486
Forêt	21	20	289	246	226
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	33	35	360	345	367
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	57	56	566	524	536
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	41	49	1 813	2 132	2 271
Aide économique et financière au développement	13	19	475	822	883
Solidarité à l'égard des pays en développement	28	30	1 338	1 310	1 389
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	88	52	2 285	2 240	2 341
Liens entre la Nation et son armée	9	9	82	82	78
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	74	31	2 112	2 082	2 192
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	5	12	91	76	72
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	43	44	451	453	450
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	26	27	259	263	259
Conseil économique, social et environnemental	0	0	39	39	40
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	17	153	150	152
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CULTURE	128	127	2 019	1 807	1 792
Patrimoines	29	24	567	480	493
Création	27	30	642	576	553
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	72	73	811	751	746
DEFENSE	2 724	2 890	30 306	31 177	31 418
Environnement et prospective de la politique de défense	173	136	1 251	1 340	1 435
Préparation et emploi des forces	1 652	1 874	17 511	17 839	18 296
Soutien de la politique de la défense	184	254	2 182	2 280	2 269
Equipement des forces	598	508	7 745	8 100	9 419
Excellence technologique des industries de défense (1)	118	118	1 618	1 618	0
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	69	79	777	761	791
Coordination du travail gouvernemental	33	34	336	330	355
Protection des droits et libertés	5	6	63	59	58
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	30	39	378	373	379
Transition numérique de l'Etat et modernisation de l'action publique (1)	0	0	0	0	0
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES (3)	1 200	618	7 898	6 850	7 374
Infrastructures et services de transports	631	260	3 603	3 348	3 515
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	12	12	149	121	112
Météorologie	0	0	153	153	159
Paysages, eau et biodiversité	3	36	186	195	191
Information géographique et cartographique	0	0	71	71	70
Prévention des risques	11	15	157	145	129
Energie, climat et après-mines	3	9	426	415	482
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables (3)	541	286	2 902	2 623	2 716
Innovation pour la transition écologique et énergétique (1)	0	0	-170	-170	0
Projets industriels pour la transition écologique et énergétique (1)	0	0	470	0	0
Ville et territoires durables (1)	0	0	-50	-50	0



unité : million d'€	Mois de septembre		Cumul à fin septembre 2014		Cumul à fin septembre 2013 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECONOMIE	84	171	1 417	1 186	1 176
Développement des entreprises et du tourisme	36	65	614	693	704
Statistiques et études économiques	34	33	350	342	349
Stratégie économique et fiscale	13	13	123	121	124
Projets industriels (1)	0	60	60	60	0
Innovation (1)	0	0	270	-30	0
Economie numérique (1)	0	0	0	0	0
EGALITE DES TERRITOIRES, LOGEMENT ET VILLE	134	1 267	6 516	6 455	6 329
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	104	117	1 146	981	916
Aide à l'accès au logement	19	1 115	4 750	4 750	4 584
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	13	28	193	377	450
Politique de la ville	-2	8	427	348	378
Conduite et pilotage des politiques de l'égalité des territoires, du logement et de la ville	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	2	39	27 167	30 263	33 760
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	26 666	26 666	28 424
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	2	2	7	7	3
Epargne	0	37	495	328	455
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotation en capital du mécanisme européen de stabilité	0	0	0	3 262	3 262
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	1 617
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	4 914	4 923	48 941	48 598	47 880
Enseignement scolaire public du premier degré	1 591	1 591	14 461	14 459	14 146
Enseignement scolaire public du second degré	2 384	2 390	22 796	22 792	22 595
Vie de l'élève	247	219	3 522	3 318	3 252
Enseignement privé du premier et du second degrés	449	451	5 468	5 455	5 409
Soutien de la politique de l'éducation nationale	168	197	1 692	1 578	1 532
Internats de la réussite (1)	0	0	0	0	0
Enseignement technique agricole	75	75	1 002	996	946
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	844	866	8 471	8 359	8 549
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	630	636	6 218	6 167	6 310
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	12	15	126	114	126
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	58	49	654	655	655
Facilitation et sécurisation des échanges	126	148	1 251	1 200	1 227
Entretien des bâtiments de l'Etat	13	12	94	90	91
Fonction publique	6	5	128	131	140
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	69	37	501	404	434
Immigration et asile	63	32	473	380	393
Intégration et accès à la nationalité française	6	6	28	24	41
JUSTICE	515	553	5 211	5 557	5 634
Justice judiciaire	226	228	2 135	2 264	2 242
Administration pénitentiaire	213	228	2 005	2 303	2 289
Protection judiciaire de la jeunesse	48	62	591	551	554
Accès au droit et à la justice	8	9	241	239	324
Conduite et pilotage de la politique de la justice	20	24	237	198	223
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	3	3	3
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	12	10	624	564	650
Presse	0	1	147	155	168
Livre et industries culturelles	2	2	226	178	173
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	11	8	111	91	173
Action audiovisuelle extérieure	0	0	140	140	136



unité : million d'€	Mois de septembre		Cumul à fin septembre 2014		Cumul à fin septembre 2013 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
OUTRE-MER	61	65	1 650	1 509	1 727
Emploi outre-mer	17	21	1 250	1 034	1 266
Conditions de vie outre-mer	44	43	400	475	461
POLITIQUE DES TERRITOIRES	16	25	140	190	184
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	15	19	124	166	164
Interventions territoriales de l'Etat	1	6	16	24	20
POUVOIRS PUBLICS	0	0	990	990	991
Présidence de la République	0	0	102	102	103
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	11	11	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
PROVISIONS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	416	611	25 457	23 260	19 963
Formations supérieures et recherche universitaire	52	126	10 558	10 599	10 587
Vie étudiante	13	138	2 248	1 741	1 602
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	4	224	4 797	3 674	3 372
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	0	0	1 261	948	954
Recherche spatiale	0	0	1 346	1 208	1 206
Ecosystèmes d'excellence (1)	100	50	3 200	3 150	0
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables (3)	1	5	861	939	1 286
Recherche dans le domaine de l'aéronautique (1)	0	0	0	0	0
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	225	47	777	643	546
Recherche duale (civile et militaire)	1	1	61	61	118
Recherche culturelle et culture scientifique	1	0	101	55	52
Enseignement supérieur et recherche agricoles	20	19	248	242	240
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	952	954	6 176	5 903	5 603
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	775	841	3 921	3 919	3 808
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	69	757	619	592
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	178	45	1 498	1 365	1 203
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	71	85	2 187	2 194	2 141
Concours financiers aux communes et groupements de communes	32	58	477	450	457
Concours financiers aux départements	5	8	427	423	407
Concours financiers aux régions	0	0	919	919	867
Concours spécifiques et administration	34	19	364	403	410
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	8 303	8 300	72 170	72 150	64 485
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	5 341	5 339	66 102	66 082	58 149
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	2 961	2 961	6 068	6 068	6 336
SANTE	2	6	1 089	956	1 036
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	2	6	530	500	487
Protection maladie	0	0	560	456	548
SECURITES (3)	1 424	1 505	13 301	13 239	13 346
Police nationale	756	769	6 949	6 913	6 956
Gendarmerie nationale	634	699	6 002	5 984	6 021
Sécurité et éducation routières	8	9	85	80	81
Sécurité civile (3)(4)	25	28	265	263	288



	Mois de septembre		Cumul à fin septembre 2014		Cumul à fin septembre 2013 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
unité : million d'€					
SECURITE CIVILE (2)	0	0	0	0	0
Intervention des services opérationnels (3)(4)	0	0	0	0	0
Coordination des moyens de secours (2)	0	0	0	0	0
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	93	2 841	12 283	11 482	11 822
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	2	2	99	32	372
Actions en faveur des familles vulnérables	25	21	215	175	174
Handicap et dépendance	2	2 743	10 624	10 127	10 131
Egalité entre les femmes et les hommes	2	3	19	17	15
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	63	73	1 326	1 130	1 130
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	10	15	389	366	413
Sport	5	6	214	207	214
Jeunesse et vie associative	5	8	175	159	200
Projets innovants en faveur de la jeunesse (1)	0	0	0	0	0
TRAVAIL ET EMPLOI	473	793	9 392	7 872	8 028
Accès et retour à l'emploi	258	492	6 428	5 385	4 086
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	157	237	2 363	1 910	3 328
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	2	57	41	48
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	58	62	544	536	566
Formation et mutations économiques (1)	0	0	0	0	0
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	23 279	27 707	296 192	293 127	287 387
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	14 976	19 407	224 022	220 977	222 902

(1) programme créé en 2014

(2) programme ou mission supprimé en 2014

(3) changement de libellé en 2014

(4) programme ayant changé de mission en 2014



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	10 588	62 181	55 932	55 932
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	1 662	2 794	2 922	2 922
Impôt sur les sociétés (C)	10 824	42 456	47 009	47 009
Impôt sur les sociétés	10 616	41 576	45 986	45 986
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	208	879	1 023	1 023
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 905	11 902	12 367	12 367
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	37	501	435	435
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	23	3 122	3 865	3 865
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	62	150	150
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	3	1	1
Impôt de solidarité sur la fortune	1 247	4 684	3 690	3 690
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	34	79	79
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	74	100	100
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	5	111	54	54
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	14	20	20
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	1	23	21	21
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	5	59	56	56
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	5	8	8
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	4	6	6
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	1	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	8	67	82	82
Recettes diverses	578	3 138	3 799	3 799
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 220	9 673	9 994	9 992
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	13 991	139 778	137 588	137 556
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	1 447	13 808	13 402	13 398
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	14	269	381	381
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	10	109	109	109
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	7	12	12
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	99	1 014	841	841



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	739	6 406	6 204	6 204
Contribution de sécurité immobilière	40	416	399	399
Autres conventions et actes civils	29	383	344	344
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	21	269	257	257
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	5	91	88	88
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	9	137	103	103
Timbre unique	26	158	153	153
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	75	247	285	285
Autres droits et recettes accessoires	0	4	3	3
Amendes et confiscations	6	28	30	30
Taxe générale sur les activités polluantes	3	169	222	222
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	2	22	22	22
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	12	127	127	127
Autres droits et recettes à différents titres	1	4	7	7
Taxe sur les achats de viande	0	0	1	1
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	36	37	37
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	3	37	37	37
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	26	27	27
Taxe de l'aviation civile	17	103	63	63
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	577	579	579
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	29	27	27
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	143	1 446	1 391	1 391
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	76	525	544	544
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	37	331	279	279
Prélèvements sur les paris sportifs	11	123	93	93
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne	3	43	47	43
Redevance sur les paris hippiques en ligne (1)	0	7	68	68
Taxe sur les transactions financières	53	563	503	503
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	2	4	4
Autres taxes	11	99	112	112
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	41 639	282 592	279 213	279 175
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	33 339	210 442	214 728	214 691

(1) ligne supprimée en 2014



	Mois		Cumul à fin septembre	
	Septembre	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	108	3 318	4 374	4 374
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	37	576	1 550	1 550
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	66	120	440	440
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	5	2 622	2 384	2 384
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	215	1 434	1 222	1 222
Revenus du domaine public non militaire	17	169	180	180
Autres revenus du domaine public	2	194	92	92
Revenus du domaine privé	3	33	34	34
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	122	199	62	62
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	71	804	818	818
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	23	25	25
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	1	13	11	11
Produits de la vente de biens et de services (C)	148	741	767	767
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	47	295	287	287
Autres frais d'assiette et de recouvrement	47	372	373	373
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	52	56	60	60
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	1	12	40	40
Autres recettes diverses	1	7	7	7
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	45	256	309	309
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	22	100	161	161
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	1	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	6	7	7
Intérêts des autres prêts et avances	0	31	28	28
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	21	99	89	89
Autres avances remboursables sous conditions	0	1	7	7
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	8	7	7
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	11	9	9



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	110	474	519	519
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	48	97	264	264
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	17	45	9	9
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	1	7	6	6
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	43	308	227	227
Frais de poursuite	1	9	8	8
Frais de justice et d'instance	1	7	3	3
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	1	0	0
Divers (F)	94	1 868	1 419	1 419
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	733	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	14	88	252	252
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	19	132	113	113
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	6	7	7
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	41	41
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	82	74	74
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	7	6	6
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	8	8	8
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	4	4	4
Récupération d'indus	17	39	26	26
Recouvrements après admission en non-valeur	12	124	131	131
Divers versements de l'Union européenne	0	23	39	39
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	2	15	13	13
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	1	16	24	24
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	3	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	5	184	211	211
Produits divers	6	143	32	32
Autres produits divers	13	260	438	438
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	719	8 092	8 610	8 610



	Mois	Cumul à fin septembre			
		Septembre	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.					
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 999	-40 731	-41 250	-41 250	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 959	-31 231	-31 977	-31 978	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	0	0	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-11	-11	-11	
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	-12	-12	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-545	-3 207	-2 939	-2 939	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-68	-1 559	-1 576	-1 576	
Dotations élu local	0	-65	-65	-65	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-39	-36	-36	
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	0	0	
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0	
Dotations départementales d'équipement des collèges	-70	-326	-326	-326	
Dotations régionales d'équipement scolaire	-28	-661	-661	-661	
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	0	0	
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	-1	-2	-2	-2	
Dotations globales de construction et d'équipement scolaire	0	-3	0	0	
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	0	0	0	0	
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	-3	-64	-64	
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-277	-2 492	-2 548	-2 548	
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-29	-642	-676	-676	
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-1	-150	-50	-50	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	0	0	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-12	-251	-296	-296	
Dotations de protection de l'environnement et d'entretiens des voiries municipales	0	0	0	0	
Dotations de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	-1	-2	-2	
Versement complémentaire aux fonds départementaux de taxe professionnelle au titre de 2011 (1)	0	0	-5	-5	
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	-2	-2	-2	
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte (2)	-7	-62	0	0	
Dotations exceptionnelles de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources (2)	0	-22	0	0	
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-677	-16 277	-18 793	-18 793	
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-4 675	-57 008	-60 043	-60 043	
Fonds de concours					
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	529	2 043	2 350	2 350	
Fonds de concours - coopération internationale	21	169	278	278	
TOTAL FONDS DE CONCOURS	551	2 212	2 627	2 627	

(1) ligne supprimée en 2014
(2) ligne créée en 2014



unité : million d'€.

	Mois de septembre		Cumul à fin septembre					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2014	2013 exécuté	2014	2013 exécuté	2014	2013 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	4 840	4 554	47 075	49 716	50 795	53 678	3 720	3 962
Aides à l'acquisition de véhicules propres	0	18	145	199	258	208	113	9
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	21	87	734	716	1 068	1 126	334	409
Développement agricole et rural	39	3	100	93	110	113	10	21
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	41	31	203	239	282	279	79	40
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	200	2	206	271	682	672	476	401
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	27	65	199	206	405	289	206	83
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat	0	16	-1	492	16	0	17	-492
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	501	599	399	1 006	-102	407
Participations financières de l'Etat	10	2	3 672	6 146	4 986	6 697	1 314	550
Pensions	4 501	4 330	41 292	40 756	42 569	42 965	1 277	2 208
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	24	0	19	325	-5	325
Comptes de concours financiers	9 100	12 558	82 664	77 673	55 215	49 604	-27 448	-28 069
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	115	150	43	47	-72	-103
Avances à l'audiovisuel public	296	119	2 663	2 586	1 371	1 307	-1 292	-1 279
Avances aux collectivités territoriales	7 728	11 480	70 118	67 773	44 144	41 136	-25 974	-26 636
Avances aux organismes de sécurité sociale	911	956	9 297	6 845	9 314	6 779	17	-66
Prêts à des Etats étrangers	128	2	359	297	328	335	-31	38
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	37	0	110	23	15	1	-95	-22
Comptes de commerce	341	202	30 702	32 671	31 096	32 789	394	118
Approvisionnement des armées en produits pétroliers, autres fluides et produits complémentaires	73	8	507	598	611	648	104	51
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	13	13	117	118	116	117	-1	-2
Couverture des risques financiers de l'Etat	0	0	1 413	1 418	1 413	1 569	0	151
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	106	15	374	329	479	409	105	81
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	144	155	28 247	30 024	28 413	29 997	166	-28
Gestion des actifs carbonés de l'Etat (1)	0	0	0	129	0	0	0	-129
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	2	4	0	0	-2	-4
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	3	9	28	34	51	49	23	15
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	2	13	17	14	0	1	-17
Renouvellement des concessions hydroélectriques	1	0	1	1	0	0	-1	-1
Comptes d'opérations monétaires	237	295	2 005	1 434	1 886	1 433	-119	-2
Emission des monnaies métalliques	2	25	109	132	187	180	78	48
Opérations avec le Fonds Monétaire International	235	271	1 890	1 290	1 696	1 246	-194	-44
Pertes et bénéfices de change	0	0	7	12	4	7	-3	-6
TOTAL COMPTES SPECIAUX	14 519	17 609	162 446	161 495	138 993	137 504	-23 453	-23 991
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	14 284	17 339	160 556	160 205	137 297	136 258	-23 259	-23 947

(1) mission supprimée courant 2013



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2013	Flux nets de l'année	Solde à fin septembre 2014
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	465	205	670
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	11	-1	10
	La Poste	1	1	2
	Autres organismes à caractère financier	223	52	275
	Total organismes à caractère financier	701	257	957
	Régions	1 204	-774	430
	Départements	4 702	-1 464	3 239
	CEPL			
	Communes	18 791	-1 602	17 189
	HLM	372	57	429
	Autres CEPL	19 355	-628	18 728
	Total CEPL	44 424	-4 410	40 014
	Hôpitaux	4 475	-420	4 054
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	9 308	2 642	11 951
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	2 355	1 715	4 070
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 420	1 496	3 917
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	803	226	1 029
	Total établissements publics nationaux	14 886	6 080	20 966
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	11 953	-1 133	10 819	
Communautés européennes	166	848	1 014	
Fonds et Fondations	69	-9	60	
GIP	433	192	625	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
EPL	1 802	621	2 423	
Autres correspondants	12 122	-223	11 899	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	74	-74	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	14 500	508	15 008	
Total Dépôts de fonds du Trésor	91 103	1 729	92 832	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	781	-139	642
	Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	3 482	-3 417	65
	Intérêts courus sur comptes à terme	2	-2	0
	Total Comptes à terme	4 265	-3 558	707
Total Passif (A)		95 368	-1 829	93 539
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		1	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		1	-1	0
Total Actif (B)		2	-2	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		95 367	-1 828	93 539



	Solde au 31/12/2013	Flux nets de l'année	Solde à fin septembre 2014
unité : million d'€.			
Dettes négociables (A)	1 457 220	70 743	1 527 963
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 066 941	117 531	1 184 471
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	905 045	105 818	1 010 863
- <i>taux variable</i>	142 776	11 806	154 582
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	216 436	-63 724	152 712
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	204 641	-64 545	140 096
- <i>taux variable</i>	11 284	786	12 070
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	173 843	16 936	190 779
Autres titres négociables	0	0	0
Dettes non négociables (B)	0	0	0
Dettes exigibles	0	0	0
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	0	0	0
Autres emprunts (C)	5 084	-187	4 897
TOTAL (A+B+C)	1 462 304	70 556	1 532 860



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2013 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2013 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2014.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.